



Vers une croissance verte

Résumé en français

- Une politique de croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques.
- Un retour au statu quo serait bien peu avisé et non viable à terme, les risques qu'il mettrait en jeu pouvant induire des coûts humains et freiner la croissance économique et le développement. Il pourrait avoir pour conséquences une raréfaction grandissante de l'eau, des goulets d'étranglement liés aux ressources, la pollution de l'air et de l'eau, la modification du climat et des pertes de biodiversité irréversibles. C'est pourquoi des stratégies sont nécessaires pour parvenir à une croissance plus verte.

Sources de croissance verte

La croissance verte est susceptible d'apporter des réponses aux défis économiques et environnementaux et d'ouvrir de nouvelles sources de croissance par le biais des canaux suivants :

- **Productivité.** Incitations en faveur d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources et actifs naturels : amélioration de la productivité, réduction de la production de déchets et de la consommation d'énergie, affectation de ressources aux usages présentant la plus forte valeur.
- **Innovation.** Opportunités d'innovation, favorisées par des politiques et des conditions générales qui permettent de trouver de nouveaux moyens de résoudre les problèmes d'environnement.
- **Nouveaux marchés.** Création de nouveaux marchés par la stimulation de la demande de technologies vertes et de biens et services verts ; mise en place de conditions propices à de nouvelles opportunités d'emploi.
- **Confiance.** Renforcement de la confiance des investisseurs par l'amélioration de la prévisibilité et de la stabilité de l'action des pouvoirs publics face aux grands problèmes d'environnement.
- **Stabilité.** Meilleur équilibre macro-économique, atténuation de l'instabilité des prix des ressources et action en faveur de l'assainissement des finances publiques, par exemple au travers du réexamen de la composition et de l'efficacité des dépenses publiques et d'une augmentation des recettes obtenue par le biais de la tarification de la pollution.

Elle peut en outre réduire les risques de chocs négatifs sur la croissance découlant des facteurs suivants :

- **Les goulets d'étranglement liés aux ressources** qui imposent des investissements plus coûteux, rendant par exemple nécessaires, dans le cas de l'eau, des infrastructures à forte intensité de capital (installations de dessalement, etc.). À cet égard, la perte de capital naturel peut être plus importante que le gain procuré par l'activité économique, compromettant les fondements d'une croissance durable dans l'avenir.
- **Les déséquilibres** induits dans les systèmes naturels entraînent aussi un risque d'effets plus profonds, soudains, très néfastes et peut-être irréversibles, comme ceux qu'ont subis certains stocks de poissons et que pourrait subir la biodiversité si rien n'est fait pour enrayer le changement climatique. Certaines initiatives lancées pour déterminer les seuils potentiels laissent à penser que ces limites ont déjà été franchies dans certains cas, à savoir le changement climatique, les cycles mondiaux de l'azote et l'érosion de la biodiversité.

Cadre pour une croissance verte

Il n'existe pas de prescription universelle pour la mise en œuvre d'une stratégie de croissance verte. Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les défis et les opportunités ne sont pas les mêmes pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement, et ils varient aussi en fonction de la situation économique et politique de chaque pays.

Néanmoins, il existe des considérations universelles qui doivent être prises en compte quel que soit le contexte. En premier lieu, et c'est là l'aspect le plus important, une bonne politique économique est au centre de toute stratégie de croissance verte. Une économie flexible et dynamique est sans doute ce qu'il y a de mieux pour la croissance et pour permettre la transition vers une trajectoire de croissance plus respectueuse de l'environnement. Le verdissement de la croissance requerra une utilisation beaucoup plus efficace des ressources afin de réduire au minimum les pressions sur l'environnement. L'utilisation et la gestion efficaces des ressources sont un objectif fondamental de la politique économique et cela impliquera de nombreuses interventions budgétaires et réglementaires qui, habituellement, ne relèvent pas d'un programme d'action « vert ». Et dans tous les cas, les pouvoirs publics doivent envisager un très large éventail de politiques, sans se limiter à celles qui sont clairement « vertes ».

Une stratégie de croissance verte est centrée sur les synergies entre les politiques économique et environnementale. Elle prend pleinement en compte la valeur du capital naturel en tant que facteur de production et de croissance, et elle met en œuvre des moyens efficaces par rapport à leur coût pour atténuer les pressions environnementales afin d'amorcer la transition vers de nouveaux modèles de croissance qui éviteront le franchissement de seuils environnementaux critiques aux niveaux local, régional et mondial.

L'innovation jouera un rôle déterminant. Avec les technologies de production existantes et le comportement actuel des consommateurs, on ne peut espérer obtenir de résultats positifs que jusqu'à un certain point, une frontière au-delà de laquelle l'épuisement du capital naturel a des conséquences négatives sur la croissance globale. Nous ne savons pas où exactement cette frontière se situe dans tous les cas, mais nous savons qu'en l'absence d'innovation,

la capacité de substitution de capital reproductible au capital naturel (épuisé) est limitée. En repoussant la frontière, l'innovation peut aider à découpler la croissance de l'épuisement des ressources naturelles.

Une stratégie de croissance verte reconnaît également qu'en se contentant du PIB comme mesure du progrès économique, on ne prend pas en considération la contribution des actifs naturels à la prospérité, à la santé et au bien-être. Cette stratégie cible donc un ensemble de mesures du progrès, englobant la qualité et la composition de la croissance, et l'impact de ces éléments sur la prospérité et le bien-être des individus. Dans cette optique comme dans beaucoup d'autres, la croissance verte est une composante essentielle du développement durable (encadré 0.1).

Les coûts économiques qu'entraînent l'émission de certains polluants et la surexploitation de certaines ressources sont relativement bien connus. Il ne fait pas de doute que la situation s'améliorera une fois les politiques appropriées mises en œuvre. Dans certains cas, l'ampleur des avantages découlant du maintien des services écosystémiques – les avantages que l'homme tire de la nature – et le moment où ils se concrétiseront sont entourés d'incertitudes, car les interactions entre ces services, le changement climatique et la biodiversité sont complexes. Néanmoins, les mesures prises aujourd'hui pour parer à des effets défavorables, irréversibles, voire catastrophiques, peuvent éviter des coûts économiques significatifs dans l'avenir.

Les décisions de politique économique doivent s'inscrire dans une perspective à plus long terme. Il existe une synergie entre les trajectoires de croissance et de progrès technologique, ce qui crée une dépendance à l'égard du chemin suivi et un verrouillage technologique et institutionnel. Les impacts environnementaux sont aussi cumulatifs et parfois irréversibles. Ils créent des liens étroits entre les décisions prises aujourd'hui et les opportunités économiques futures.

Encadré 0.1. Croissance verte et développement durable

Le développement durable est important pour situer le concept de croissance verte. La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte s'appuie sur la masse considérable de travaux d'analyse et d'actions entreprises à l'issue de la Conférence de Rio il y a vingt ans. Elle établit un programme d'action clair et ciblé en vue d'arriver à des résultats sur certains des objectifs du développement durable énoncés à Rio.

La croissance verte n'est pas censée se substituer au développement durable, mais doit être considérée comme un volet de celui-ci. Il s'agit d'un concept plus étroit, assorti d'un programme d'action opérationnel qui peut contribuer à un progrès tangible et mesurable à l'interface de l'économie et de l'environnement. L'effort est centré sur la création des conditions nécessaires à l'innovation, à l'investissement et à la concurrence qui peuvent créer de nouvelles sources de croissance économique – sans nuire à la résilience des écosystèmes.

Les stratégies de croissance verte doivent prêter une attention toute particulière aux problèmes sociaux et aux préoccupations relatives à l'équité qui peuvent résulter directement du verdissement de l'économie – tant au niveau national qu'au plan international. C'est là une condition essentielle au succès des politiques de croissance verte mises en œuvre. Les stratégies doivent être appliquées parallèlement à des initiatives centrées sur le pilier social plus général du développement durable.

La Stratégie pour une croissance verte déploie un cadre d'action réalisable, conçu de façon suffisamment flexible pour s'adapter aux différentes situations nationales et aux différents stades de développement des pays. En partenariat avec les initiatives menées par d'autres organisations internationales, notamment le PNUE, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et la Banque mondiale, les travaux de l'OCDE sur la croissance verte ont été aménagés de façon à contribuer à la réalisation des objectifs de Rio+20.

Il importera de mettre en adéquation les politiques de croissance verte avec les objectifs de réduction de la pauvreté pour adapter ce cadre aux pays émergents et en développement. Il existe entre la croissance verte et la lutte contre la pauvreté d'importantes relations de complémentarité, qui peuvent être mises à profit pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par exemple, la croissance verte peut contribuer à apporter aux populations des infrastructures plus efficaces (en matière d'eau, de transports, etc.), à faire refluer les problèmes de santé liés à la dégradation de l'environnement et à introduire des technologies efficaces capables de réduire les coûts et d'accroître la productivité tout en allégeant les pressions qui pèsent sur l'environnement. Vu le rôle

central que jouent les actifs naturels dans les pays à faible revenu, les politiques de croissance verte peuvent atténuer la vulnérabilité face aux risques environnementaux et renforcer la sécurité des moyens d'existence des plus démunis.

Principes essentiels des stratégies de croissance verte

Les stratégies de croissance verte doivent encourager un comportement plus respectueux de l'environnement de la part des entreprises et des consommateurs, faciliter un redéploiement sans heurts et juste des emplois, des capitaux et de la technologie vers des activités plus vertes, et offrir des incitations et un soutien suffisants à l'innovation verte. Des défaillances de l'action publique, des contraintes liées au marché et des distorsions qui ont toutes pour conséquence ou pour cause des défaillances du marché creusent souvent un écart entre le rendement privé de l'activité économique et les avantages qu'en tire la société. Les politiques de croissance verte visent à combler cet écart et à accroître le rendement de l'innovation et de l'investissement « verts ». Elles visent également à réduire au minimum les conséquences du changement en termes de redistribution pour les groupes les plus défavorisés de la société, ainsi qu'à maîtriser les éventuelles incidences économiques négatives sur les entreprises tout en préservant les incitations en faveur de l'amélioration des performances économiques.

La mise en œuvre d'une stratégie de croissance verte nécessitera le recours à une panoplie d'instruments relevant de deux grands ensembles de mesures. Le premier se compose de mesures générales visant au renforcement mutuel de la croissance économique et de la préservation du capital naturel. Ces politiques fixent notamment le cadre budgétaire et le cadre réglementaire – comme la politique en matière de fiscalité et de concurrence – qui, s'ils sont bien conçus et exécutés, maximisent l'efficacité dans l'affectation des ressources. C'est le programme habituel de politique économique, mais il a pour avantage supplémentaire de favoriser à la fois l'environnement et l'économie. Ces cadres doivent être complétés par des mesures en faveur de l'innovation (1) privilégiant l'innovativité dont nous devons faire preuve pour exploiter le capital naturel de façon beaucoup plus économe et rationnelle.

Le second ensemble comprend des mesures qui visent à inciter à une utilisation efficace des ressources naturelles et à rendre la pollution plus coûteuse. Il s'agit d'une combinaison d'instruments fondés sur les prix et d'autres moyens d'action. On trouvera dans le document *Outils pour la mise en place d'une croissance verte* une description détaillée de la vaste panoplie d'instruments en faveur d'une croissance verte que ces deux ensembles de mesures recouvrent.

Même si les conditions diffèrent selon les pays, la fixation d'un prix à payer pour la pollution ou pour la surexploitation de ressources naturelles rares – par le biais de mécanismes tels que des taxes ou des permis négociables – doit être un élément central de la panoplie de mesures appliquées. Les instruments de tarification aident généralement à réduire au minimum les coûts de réalisation d'un objectif donné et incitent à continuer d'améliorer l'efficacité et d'innover. Fait important, un recours accru aux taxes liées à l'environnement peut aller dans le sens d'une réforme fiscale axée sur la croissance, en contribuant à réduire la part de la pression fiscale représentée par l'impôt sur le revenu des sociétés et des personnes physiques et les cotisations sociales, dont les effets de distorsion sont plus grands. Les taxes sur l'énergie et sur le CO₂ peuvent aussi s'inscrire naturellement dans le cadre des programmes généraux d'assainissement des finances publiques, en offrant une solution de remplacement intéressante à l'alourdissement de la fiscalité sur les revenus du travail ou des entreprises ou aux coupes sombres dans les dépenses publiques.

Toutes les situations ne se prêtent pas à l'utilisation d'instruments économiques. Dans certains cas, des réglementations bien conçues, des politiques actives en faveur des technologies et des approches volontaires peuvent se révéler plus appropriés ou compléter utilement les instruments économiques. En outre, la réactivité des entreprises et des consommateurs aux signaux de prix peut, dans bien des cas, être renforcée par des mesures d'information qui font ressortir les conséquences des dommages causés à l'environnement par certaines activités et les autres solutions possibles, plus propres, qui existent.

La solution ne consiste pas uniquement à modifier la structure des rendements dans l'économie. Les sociétés finissent par devenir dépendantes des institutions et des technologies qui leur sont familières. L'inertie sociale et économique peut être si forte que même une restructuration très sensible des rendements reste sans effet sur les comportements. Une forte capacité d'innovation est primordiale pour mettre en place les moyens de réaliser des percées et de créer de nouveaux modes de production et de consommation. L'innovation est à même d'engendrer de nouvelles sources de croissance qui tiennent mieux compte de l'intégralité de la valeur du capital naturel pour la société et abaissent le coût du traitement des risques environnementaux. Dans l'optique de l'innovation verte, les stratégies de croissance verte doivent prendre en compte les difficultés suivantes :

- Beaucoup d'externalités environnementales ne sont pas payantes ou ont un prix sous-évalué. Leurs conséquences ne sont pas forcément bien comprises. Par exemple, faire payer le carbone peut contribuer à susciter des innovations utiles à la lutte contre le changement climatique, mais les prix du carbone sont actuellement peu élevés et offrent encore des marges de manœuvre considérables.

- Sous l'effet de la dépendance à l'égard du chemin suivi et de la prédominance des technologies et systèmes existants, il peut être très difficile à certaines technologies nouvelles de rivaliser, de trouver leur place sur le marché et de se généraliser. C'est pourquoi un appui peut être nécessaire temporairement dans certains cas. Les instruments de soutien à l'innovation doivent être conçus avec soin de manière à favoriser l'émergence et l'adoption de technologies efficaces tout en limitant au minimum le risque de verrouillage technologique, de manque de concurrence ou d'éviction de l'investissement privé.
- Les obstacles aux échanges et à l'investissement peuvent freiner fortement le développement et la diffusion des technologies vertes dans le monde. Il est essentiel de les réduire tout en protégeant efficacement et en faisant respecter les droits de propriété intellectuelle (DPI) pour encourager le développement et la diffusion des technologies et faciliter l'investissement direct étranger et l'octroi de licences.

Le verdissement de la croissance nécessitera par ailleurs des mesures pour mettre en place des infrastructures de réseau adaptées aux technologies de nouvelle génération, en particulier dans des domaines comme l'énergie, l'eau, les transports et les communications. L'investissement dans les infrastructures vertes peut éviter la pérennisation de modèles de croissance inefficients qui aurait un coût élevé. Il peut stimuler la croissance économique et apporter des avantages sur le plan social et sanitaire. Dans les économies en développement, des possibilités s'offriront de passer directement à de nouvelles formes de développement des infrastructures. Étant donné l'ampleur des investissements requis dans la plupart des pays, il sera nécessaire de mobiliser des financements publics et privés – par exemple, via des partenariats public-privé, des stratégies associant tarification et fiscalité, la réforme des obstacles réglementaires et la mise en place de signaux rationnels à long terme afin de faciliter l'investissement des grands partenaires institutionnels, et l'aide au développement.

En fin de compte, ce qui importe pour assurer la réussite d'une stratégie de croissance verte, c'est un cadre d'action bien défini et un ensemble cohérent de critères de politique économique et environnementale. Cela nécessitera de s'appuyer sur une coordination intense entre ministères et niveaux d'administration et avec les autres parties prenantes, afin de déterminer une panoplie de mesures adaptée aux conditions locales. Bien souvent, il sera essentiel de renforcer les capacités institutionnelles ad hoc pour faire entrer la croissance verte dans les stratégies économiques fondamentales et les autres politiques des pouvoirs publics, et pour faire en sorte que les autorités chargées des finances, de l'économie et de l'environnement jouent un rôle moteur.

Assurer une transition en douceur des marchés du travail

Une croissance plus verte s'accompagnera de créations d'emplois, notamment d'emplois qualifiés dans des activités émergentes innovantes et vertes. Mais certains emplois seront menacés également, au point où il faudra faciliter le reclassement des travailleurs entre secteurs en déclin et secteurs en expansion, comme ceux qui remplacent les activités polluantes par d'autres plus propres ou qui assurent des services environnementaux.

Les politiques du marché du travail doivent viser à préserver l'emploi en général et non pas des postes en particulier. Elles doivent faire en sorte que les travailleurs et les entreprises soient capables de s'adapter rapidement aux changements découlant du verdissement de l'économie, notamment en saisissant les opportunités nouvelles. En aidant les travailleurs à passer d'un emploi dans un secteur en déclin à un emploi dans un secteur en expansion, elles peuvent aussi contribuer à assurer un juste partage des coûts d'ajustement occasionnés par la transition (2). De nouvelles compétences seront nécessaires, ce qui exigera des politiques de l'éducation appropriées. Nombre de qualifications existantes resteront d'actualité, mais des déséquilibres et des déficits pourraient survenir. Les programmes de formation et de reconversion constitueront un volet essentiel des politiques du marché du travail.

L'ampleur des ajustements ne doit pas être exagérée. Ainsi, des réductions importantes des émissions de gaz à effet de serre peuvent être obtenues avec seulement un impact limité sur le rythme de croissance de l'emploi. De fait, le fonctionnement du marché du travail peut s'améliorer si les revenus procurés par la tarification du carbone sont utilisés pour stimuler la demande de main-d'œuvre. Et il faut aussi tenir compte de l'effet bénéfique sur l'emploi qu'auront les stratégies de promotion des sources de croissance verte.

Traiter les aspects redistributifs

La prise en compte des effets redistributifs du verdissement de la croissance sera déterminante pour le faire accepter par la population. Le sentiment général est que les effets redistributifs de certains instruments d'action seront inévitablement régressifs. Ce n'est pas forcément le cas, mais si ces craintes ne sont pas prises en considération, l'acceptabilité de certaines politiques clés risque d'être fragilisée.

Ainsi, la suppression des subventions aux énergies fossiles aura dans l'ensemble des retombées positives sur l'environnement et l'économie, mais elle peut avoir des conséquences dommageables pour certaines nations ou catégories de population à court terme. Le manque à gagner provoqué par la hausse des prix de l'énergie se verra immédiatement et sera important pour certains, mais les avantages économiques, sociaux et environnementaux mettront plus de temps à se manifester et seront plus dispersés. Des mesures compensatoires ciblées devront être adoptées, notamment sur les marchés émergents où certaines populations sont extrêmement vulnérables face aux coûts de transition associés au verdissement de la croissance.

La coopération internationale au service de la croissance verte

Créer une architecture mondiale propice à la croissance verte exigera d'intensifier la coopération internationale. Le renforcement des dispositifs mis en place pour gérer les biens publics mondiaux, notamment en ce qui concerne la biodiversité et le climat, est une condition *sine qua non* pour remédier aux problèmes de coordination et d'incitation. Les accords relatifs au changement climatique conclus à Cancun donnent des raisons d'être optimiste quant à la possibilité de réaliser des avancées, mais il s'agit de ne pas relâcher les efforts. Les flux financiers, notamment, doivent tout à la fois devenir un moteur de la croissance et du développement et inciter à préserver la qualité des biens publics mondiaux.

L'aide publique au développement (APD) peut continuer à jouer un rôle important dans l'instauration de conditions propices à une croissance verte, en ciblant les domaines où les incitations en faveur de l'investissement privé et les apports sont limités, comme les infrastructures essentielles et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. L'intensification de la coopération en science et technologie devra être étayée par des approches plus concertées pour accélérer le développement et la diffusion des technologies et renforcer les capacités de recherche dans les pays en développement.

Des efforts accrus visant à stimuler les échanges et l'investissement internationaux pourraient contribuer à appuyer une croissance persistante et la diffusion des technologies vertes. Il faut aussi veiller à ce que les perspectives de développement des pays à bas revenu ne soient pas compromises par les retombées potentielles des mesures nationales concernant le commerce et l'investissement. Certains pays craignent des effets dommageables sur les échanges et l'investissement en cas de récupération du débat sur l'action en faveur de la croissance verte par les tenants du protectionnisme.

Il apparaît que les obstacles à l'investissement à caractère protectionniste en rapport avec l'action en faveur d'une croissance verte ne représentent pas un problème majeur pour l'instant, mais il est conseillé de rester vigilant. La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement continuera de suivre de près les mesures visant l'investissement pour veiller à ce qu'elles ne servent pas un protectionnisme déguisé. Sa récente communication intitulée « Faire de la liberté d'investissement un vecteur de croissance verte », qui vise à favoriser la synergie des objectifs des pouvoirs publics en matière d'environnement et d'investissement, est reproduite à l'annexe 1.

Suivre les progrès accomplis sur la voie d'une croissance verte

Le suivi des progrès sur la voie d'une croissance verte devrait s'appuyer sur des groupes d'indicateurs permettant de décrire et de suivre : (i) la productivité de l'utilisation des actifs environnementaux et des ressources naturelles, (ii) le stock d'actifs naturels, (iii) les dimensions environnementales de la qualité de vie, (iv) les mesures prises par les pouvoirs publics et les opportunités économiques. Pour chacun de ces groupes, une liste d'indicateurs est proposée dans le rapport qui est publié parallèlement sous le titre *Vers une croissance verte - Suivre les progrès : Les indicateurs de l'OCDE*. Ces listes ne sont pas définitives et feront l'objet d'un travail de mise au point à mesure de l'obtention de nouvelles données et de l'évolution des concepts.

Il ressort des travaux réalisés jusqu'à présent que la productivité de l'environnement et des ressources augmente. Même s'il existe des différences sensibles entre les pays, la croissance du PIB et d'autres indicateurs de la production dépassent en général la croissance des intrants environnementaux employés dans le système de production. Cependant, l'amélioration de la productivité de l'environnement n'est pas allée de pair avec une baisse absolue des pressions environnementales ou avec une utilisation durable de certains actifs naturels.

Les indicateurs qui mesurent « l'économie verte » doivent être interprétés avec prudence. Si l'on en juge par la taille des secteurs qui prennent part à la production de biens et services environnementaux, « l'économie verte » a aujourd'hui un poids relativement modeste. Toutefois, des opportunités économiques, des créations d'entreprises et

des innovations en rapport avec la croissance verte peuvent survenir dans tous les secteurs, de sorte qu'une évaluation limitée aux secteurs verts *stricto sensu* sous estime l'importance économique des activités liées à l'environnement.

Prochaines étapes de la Stratégie pour une croissance verte

Pour être couronnées de succès, les stratégies nationales pour une croissance verte devront être pleinement intégrées dans les politiques gouvernementales. L'OCDE peut y contribuer de différentes manières. Le cadre et les enseignements stratégiques présentés dans le Rapport de synthèse peuvent être adaptés en fonction des conditions propres à chaque pays et fournir des orientations pour des travaux d'analyse suivis sous la forme d'examens par pays. De tels travaux peuvent offrir l'occasion d'évaluer en profondeur l'interaction (ou l'absence d'interaction) des politiques au service d'une croissance verte. Le développement et la mise au point des panoplies de mesures de croissance verte qui accompagnent la présente Stratégie peuvent étayer davantage encore la mise en œuvre des politiques au niveau national.

L'expérience procurée par les examens par pays et par l'évaluation des politiques en général pourrait déboucher sur l'élaboration d'un outil d'analyse qui permettrait de mettre en évidence les actions à mener en priorité dans chaque pays, sur la base d'une analyse comparative et d'une compréhension des bonnes pratiques. Des travaux suivis sur les indicateurs de la croissance verte et les questions de mesure seraient utiles à cet égard. De fait, la confrontation des indicateurs avec les données disponibles et comparables internationalement nécessite d'importants travaux statistiques. L'OCDE poursuivra ces activités dans les années à venir, de façon à améliorer les possibilités de suivre le passage à une croissance verte dans les pays membres de l'organisation et dans d'autres économies.

De nouveaux travaux d'analyse doivent aussi être consacrés aux coûts et aux avantages de différents instruments d'action. En outre, des études sur des questions précises et des secteurs particuliers apporteront des éléments plus concrets sur les incidences du verdissement de la croissance dans un certain nombre de domaines. Dans un premier temps, les priorités sont l'alimentation et l'agriculture, le secteur de l'énergie, l'eau, la biodiversité et la coopération pour le développement, ainsi que les politiques de la ville et de développement rural.

Enfin, les travaux futurs de l'OCDE sur la croissance verte reposeront sur une collaboration approfondie avec d'autres organisations internationales, dont des agences des Nations Unies, la Banque mondiale et le Global Green Growth Institute, ainsi qu'avec toute une série de parties prenantes, afin de faciliter la confrontation des expériences et des pratiques exemplaires et de contribuer à faire prévaloir des dispositifs internationaux propices à une croissance plus verte dans les pays développés et en développement.

Notes:

(1) Notamment les mesures énoncées dans la *Stratégie de l'OCDE pour l'innovation*.

(2) Les enseignements de la *Stratégie réévaluée pour l'emploi de l'OCDE* peuvent être utiles à cet effet.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights/

